



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

La carte scolaire 2020 ne peut ignorer la situation sanitaire, économique et sociale de notre pays.

Tous les enfants et adolescents ont besoin de retourner à l'école, au collège ou au lycée. L'épidémie de Coronavirus n'est pas sous contrôle, certains indicateurs sont défavorables et de nombreuses questions scientifiques et médicales restent en suspens.

La FSU considère comme une faute grave la légèreté avec laquelle cette rentrée a été préparée par notre ministère. Aucune politique globale d'aménagement des locaux, aucune tentative ambitieuse de limiter les effectifs les plus chargés dans le primaire comme dans le secondaire. Aucun bilan partagé, aucune concertation pour construire un projet de continuité pédagogique en cas de nouvelle crise épidémique contraignant les élèves à rester chez eux tout ou partie du temps scolaire.

Le ministre dit qu'il fait confiance aux enseignantes et aux enseignants et il espère que cela suffira !

Les enseignantes et les enseignants du Doubs sont donc quasiment livrés à eux-mêmes dans un contexte sanitaire incertain et au cœur d'une société inquiète.

La limitation des effectifs, en commençant par les endroits où ceux-ci sont les plus importants, nous semble être l'objectif prioritaire. Si le risque zéro n'existe pas en matière de contamination, l'efficacité de la distanciation physique est indiscutable. Celle-ci sera impossible à mettre en œuvre dans la plupart des classes compte-tenu des locaux à disposition.

Néanmoins, dans notre département, le dialogue social a permis de trouver des réponses à de nombreuses questions de collègues. La FSU tient à saluer cette écoute et vous appelle, Monsieur l'Inspecteur d'Académie, à faire en sorte que les ajustements qui auront lieu aujourd'hui ne rendent pas la tâche de nos collègues plus périlleuse qu'elle ne l'est déjà.

Concernant les collèges, nous souhaitons vous alerter sur l'équité de traitement entre établissements. Comment expliquer qu'un collège avec un IDS 5 obtienne des moyens l'amenant à présenter un E/D de 27.3 quand un autre collège avec un IDS 5 affiche un E/D de 24.9 ? Pire encore, on constate qu'un collège IDS 7 présente un E/D de 25.7... Nous nous interrogeons sur la pertinence des IDS si des collèges avec un IDS 7 ou 8 se trouvent mieux dotés que des collèges à l'IDS plus faible.

Concernant les écoles, la FSU défend également l'équité de traitement et la transparence dans les opérations de carte scolaire. A ce titre, nous vous avons longuement alerté l'an passé sur les effets de certaines mesures ministérielles comme le droit pour les maires de certaines communes de s'opposer à une fermeture de classe quelque soit les effectifs de l'école ou la limitation des effectifs dans certains niveaux de classe (GS, CP et CE1). Aujourd'hui, vous envisagez 4 nouvelles fermetures de classe dans des écoles où aucune mesure conditionnelle n'avait été décidée lors des CTSD et CDEN d'avril et de juin.

L'année scolaire qui a commencé officiellement mardi 1er septembre, pour vous Monsieur l'Inspecteur d'Académie, comme pour les 4 enseignantes ou enseignants concernés ne s'est pas préparée en quelques heures seulement. De février à juin, la carte scolaire est construite progressivement, en utilisant les données des années précédentes. Les situations incertaines sont repérées, les usagers, les équipes et les collègues concernés par d'éventuelles fermetures de classes sont informés. Cette méthode de travail est certainement

perfectible mais elle permet des discussions en cas de désaccord ou de difficultés particulières.

Décider de nouvelles fermetures en septembre est inacceptable car ce serait la négation d'une méthode de travail collectif, impliquant représentants des personnels enseignants, personnels administratifs de la DSDEN, parents d'élèves, collectivités locales et Préfet. Même si elles respectent les seuils en vigueur dans notre département, ces mesures seront prises comme une gifle par celles et ceux qui ont préparé et vécu la rentrée dans les écoles dans lesquelles vous décideriez de fermer une classe aujourd'hui. Aucune entreprise ne traite ainsi ses salariés.

Demain, ou lundi, des élèves devront quitter leur salle et leur groupe-classe pour en rejoindre une autre et forcément se trouver dans des conditions moins favorables ; une enseignante ou un enseignant titulaire de son poste devra aller travailler ailleurs alors qu'elle ou il ne s'y attendait pas et a organisé sa vie professionnelle et personnelle, préparé sa rentrée. Prendre en charge une classe le jour de la rentrée est un geste professionnel unique, attendu, préparé mais aussi redouté par tous les enseignants même les plus expérimentés. Ce geste est peut-être le plus complexe qui soit dans notre métier car ses enjeux sont multiples, il est préparé et attendu depuis des semaines et concentré sur quelques heures seulement. Une classe n'est pas une simple répartition d'effectifs et l'affectation d'un personnel, c'est un projet qui implique une enseignante, des usagers, une collectivité territoriale.

Enfin, au-delà du pédagogique et du traitement des personnels, c'est l'image du service public qui souffrirait de telles décisions. Comment expliquer aux usagers de si brusques changements après deux mois de vacances des élèves 9 mois de préparation de la carte scolaire ?

La FSU rappelle donc son mandat d'annulation de toutes nouvelles mesures de fermetures qui n'aient pas été envisagées lors des précédentes instances de carte scolaire.

Pus qu'hier, nos écoles, collèges et lycées, avec les enseignantes et les enseignants qui les font vivre heure par heure, chaque jour ont besoin de la fameuse confiance dont parle si souvent JM Blanquer. Chaque nouvelle décision prise aujourd'hui est une occasion de la gagner... et de la perdre !